

la Gazette

DU COMMINGES



Les trésoreries au régime sec

SERVICE PUBLIC

Le malaise règne dans les trésoreries et les centres des Finances publiques du Comminges. Une trentaine d'agents venus de Saint-Béat, Aspet, Aurignac, Montréjeau, Luchon, Boulogne-sur-Gesse, L'Isle-en-Dodon, Salies-du-Salat, Cazères, Saint-Gaudens et Carbonne se sont ainsi réunis, le 14 février au Centre des Finances publiques de Saint-Gaudens, à l'appel de l'intersyndicale Solidaires/CGT/FO, pour faire part de leurs inquiétudes sur l'avenir du service public fiscal. En cause ? Les suppressions d'emplois et le « plan triennal d'adaptation du réseau ». Selon Régis Lagrifoul (Solidaires), 135 emplois auraient ainsi disparu depuis cinq ans dans les

services des Finances publiques de Haute-Garonne, alors même que les trésoreries explosent face à l'augmentation du nombre d'accueils de personnes : + 25,87 % à Montréjeau entre 2012 et 2013 pour le seul impôt sur le revenu, + 71,19 % à Aurignac, + 119,55 % à Luchon... et + 479,31 % à Salies-du-Salat, selon les chiffres de l'intersyndicale. Par ailleurs, des emplois seraient budgétés dans les services, mais non pourvus - « les emplois vacants seront les futurs emplois supprimés », avance Boris Beaudoin (CGT). Dix emplois seraient dans ce cas dans le Comminges. Le plan d'adaptation du réseau, lui, viserait à regrouper ou supprimer les trésoreries employant moins de cinq agents, pour la plupart situées dans le sud du départe-



Les agents des Finances publiques s'inquiètent pour leurs trésoreries.

tement. « Et c'est dans le réseau des petites trésoreries que l'augmentation des accueils est la plus forte », relève Patrick Lumeau (FO), tandis que Régis Lagrifoul renchérit : « La proximité est un réel enjeu. Des ordinateurs ne peuvent pas prendre en compte les situations particulières des usagers. » Une situation qui, outre une dégradation du service, aurait des conséquences sur les agents eux-mêmes : arrêts maladie, souffrance au travail, senti-

ment « de ne pas être à la hauteur » Face à cette situation, l'intersyndicale compte interpellier dès cette semaine élus et candidats sur la préservation de ce service public mal aimé, mais essentiel. Une grande manifestation régionale aura également lieu à Toulouse dans le cadre de la grève nationale prévue le 20 mars prochain. « On gère les urgences, conclut un syndicaliste. Maintenant, il faut agir. »

J.O.B.